

Le Courriel d'information

n°168 – Vendredi 15 septembre 2000.

3 x 1 = BEAUCOUP TROP

Dans ce numéro

En bref...

1- Vers Prague. Pourquoi et comment cela fonctionne ? Quels sont les enjeux ? Comment les problèmes se lient-ils ensemble ? Vous y trouverez aussi quelques rappels pratiques au sujet des mobilisations.
2- Pourquoi se mobiliser pour Biarritz le 13 et 14 octobre ? Un sommet européen pour préparer celui de Nice. Un sommet européen autour duquel il faut que nous soyons là, présents.
3- Les marées noires ne sont pas des fatalités ! Aucune raison d'oublier l'Erika... Le naufrage est aussi le symbole d'un système, celui des paradis fiscaux.
4- Publicité gratuite. Il n'y a pas de raison de ne pas occasionner quelques économies aux actionnaires de TotalFinaElf. L'encart de publicité que nous reproduisons ici partiellement mais gracieusement a été publié, sans doute à grand frais, dans quelque périodique voici trois jours. Faisons économiser quelques « cents » des 4,83 euros de bénéfice net par action détenu par les actionnaires du Groupe comme la multinationale aime à s'appeler. C'était notre première page de publicité. N'oubliez pas d'appeler pour en savoir plus sur vos actions, l'appel est gratuit.
5- Je ne sais rien, je suis un nouvel arrivant. Mondialisation, multinationales, marchés financiers, spéculation, système libéral... des grands mots. Désolé pour l'atterrissage qui tient plutôt du crash dans la réalité. Ainsi on sait que les enfants participent à la croissance. L'exemple de Mac Donald's entre autre. C'est aussi triste qu'une table des multiplications sur un rapport financier. Et encore si c'était l'école... 3 x 1, ça fait vraiment beaucoup trop !!...
6- ATTAC solidaire de José Bové. Mac Donald's est encore au centre de l'affaire... 3 mois de prison ferme.

Vers Prague

Les institutions financières internationales ont, grâce aux conditionnalités, un levier sur la gouvernance mondiale. L'Organisation mondiale du commerce également, puisqu'elle dispose d'un arsenal de sanctions si les règles adoptées ne sont pas respectées. La Cour de justice internationale de Copenhague est aussi un acteur. Et puis, les conventions signées à l'OIT, la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, etc., mais cela reste un peu le côté mou du système de gouvernance car il n'y a pas de mécanisme de sanction. Ce sont les mouvements d'opinion qui font qu'on respecte ou pas ces conventions ou la Déclaration des droits de l'Homme. [...] (Laurence Tubiana)

Se pose ici une question fondamentale pour le Comité des droits de l'Homme : la mondialisation peut-elle concourir à la promotion des Droits économiques, sociaux et culturels – et comment, ou au contraire, est-elle un obstacle à leur pleine réalisation ? Selon un Rapport de la Banque mondiale, 20% des pays les plus pauvres ne détenait que 2,3 % de la richesse mondiale dans les années 1990, soit deux fois moins qu'en 1960. L'écart entre les riches et les pauvres s'accroit régulièrement. Ceci est souvent dû aux politiques d'ajustement



structurel qui imposent la baisse de la dette extérieure, la privatisation de tous les domaines et la baisse des budgets sociaux, ce sont les plus pauvres qui pâtissent indéniablement. [...] (Philippe Texier)

Ainsi dans leurs rapports, les institutions internationales se réfèrent toujours au développement, à la croissance, etc. sans jamais préciser qui en bénéficie et qui en paie les coûts sociaux et environnementaux. Le raisonnement s'opère sur le global ou sur des agrégats, jamais dans le détail. On ne parle jamais de répartition. Enfin, on observe une nette partition entre ce qui relève de l'économique et ce qui relève du social. La réalité est découpée.

En résumé, il faut toujours veiller à préciser la définition que l'on souhaite donner au terme développement. De même, il est essentiel de raisonner selon le binôme coûts/avantages pour ne pas sombrer dans le simplisme. Enfin je soulignerais trois éléments essentiels qui ne semblent pas suffisant mis en avant dans les analyses actuelles :
- Aujourd'hui, d'un point de vue global, personne ne maîtrise ce système qui semble atteint de folie. (...)
- Plus inquiétant, chacun peut constater que ce système n'a pas d'avenir. (...)
- Les rapports de force ne jouent pas dans le sens d'une « bonne solution ». (...)
(Christian Coméliau)

Tous ces extraits sont issus de « Mondialisation, institutions financières internationales et développement durable ». Numéro Hors série n°14 de Archimède et Léonard. Eté 2000. 90FF
Vous pouvez le commander auprès de l'AITEC
21ter rue Voltaire – 75011 Paris
Tel : 01.43.71.22.22
Fax : 01.44.64.74.55
aitec@globenet.org

Rappel:
1- Pour vous rendre à Prague lors des manifestations à partir de l'Ile de France, contacter
prague2000@ras.eu.org
01-42-58-82-28 (18h – 21h)
(Il vous faut un passeport mais pas de visa)
2- Manifestation Paris : 18h00 – 26 septembre – Métro Iéna – A proximité du FMI et de la BM
3- Conférence : Sommet de Prague quels enjeux ? – 20 septembre – Bourse du travail (Paris)

Pourquoi se mobiliser pour Biarritz le 13 et 14 octobre ?

Le 13 et 14 octobre aura lieu à Biarritz un sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens pour établir l'ordre du jour du sommet suivant qui se déroulera à Nice.

Comme toujours nous ne savons pas bien de quoi nos dirigeants ont l'intention de discuter et donc à quelle sauce ils entendent accommoder les deux sujets d'actualité à savoir les institutions européennes et l'harmonisation des droits sociaux.

Cela concerne tous les citoyens. L'habitude prise de négocier entre chefs et experts nous paraît être une perversion de l'idée de démocratie. C'est devenu une tradition de transformer le citoyen de base en spectateur passif de décisions qui se prennent sans lui et hors de lui. Il est clair que cette tradition relève d'un autoritarisme qui contredit toutes les évolutions historiques de participation citoyenne à la vie politique. Nous refusons ce mélange des pouvoirs politique, législatif et judiciaire qui caractérise toutes les décisions qui concernent la vie économique et sociale de notre pays dans le cadre de l'Europe et du monde. Les générations précédentes n'ont pas gagné le droit à la participation politique nationale pour l'abdiquer dans l'élargissement européen et international.

Heureusement, depuis quelques mois nous assistons à une prise de conscience de cet état de fait et au développement d'une résistance à se laisser ainsi manipuler sans que nous soit donné le droit à la parole. Le refus de la manipulation est une réaction à l'opacité dont s'entourent nos chefs et nos experts pour mieux nous administrer des thérapeutiques douloureuses dont les effets sont douteux sur le plan social et souvent mal évaluées par ces mêmes experts. Toutes les décisions qu'elles concernent l'élargissement de l'Europe, son évolution sociale et culturelle ou qu'elles concernent les grandes questions planétaires doivent faire l'objet de débats afin de définir quel est l'intérêt du plus grand nombre, base même de la démocratie, cet intérêt devant être compris non seulement pour nos générations mais aussi pour celles qui viennent et viendront. On construit certes pour aujourd'hui mais aussi pour demain et nous rejetons toutes les directives ou décisions qui sont prises dans la précipitation pour satisfaire les objectifs à court terme de tel ou tel groupe. Nous devons reprendre la parole et nous faire entendre.

Le droit à l'expression est un droit qui ne se négocie pas et Seattle avec ses forums et ses



manifestations de rue l ont bien montré comme Millau au mois de juin.

Toutes les occasions doivent être prises pour parler, discuter, contester, empêcher que les discussions se fassent en dehors de nous, loin de nous, sans nous. Nous refusons de ne connaître les décisions prises que par des médias dont la plupart parlent avec la voix de leur maître. Il serait souhaitable que les gouvernements n oublient pas la légitimité qui les a portés au pouvoir et qu ils cessent d être autistes aux réflexions qui se développent hors des milieux traditionnellement politiques. En effet les partis paraissent à une grande partie de la population plus occupés à conserver leur pouvoir qu à prévoir et répondre aux questions posées par les changements de notre monde.

Dans cet état d esprit, Biarritz est une étape de plus dans cette expression à retrouver. Entre les sommets de Lisbonne et Nice nous serons là pour rappeler une fois encore que nous avons des idées, des convictions que nous voulons faire connaître et qui se démarquent des choix que l on fait pour nous et qui nous semblent satisfaire non pas à nos intérêts mais à ceux des financiers et des entreprises. Or c est de nos vies qu il s agit, de nos avenirs et nous voulons en être partie prenante et non pas rester observateur de ce qu on nous prépare.

Ainsi être nombreux à Biarritz c est poursuivre un air de résistance qui devrait s enchaîner jusqu à Nice avant d autres occasions.

L objectif avoué du sommet de Biarritz est de préparer l ordre du jour du sommet de Nice, le Collectif pour le Contre-sommet de Biarritz s est donné pour mission, lui aussi, de préparer l ordre du jour de la contestation du sommet de Nice. Nos chefs d Etat et de gouvernement veulent parler des institutions européennes et de la question sociale, nous en parlerons aussi dans des forums où des personnalités viendront pour permettre le débat avec ceux qui n ont pas envie que l autoroute politique continue à les laisser dans l ignorance sous le prétexte que tout est trop compliqué pour nos petites têtes.

Mais il est clair que la démocratie c est la loi du nombre, elle doit être en notre faveur et cela nécessite une mobilisation importante et qui ne se contente pas de recevoir quelques informations ; elle doit être visible, se montrer, ne pas craindre les questions ni les essais de réponse.

ATTAC Pays Basque qui fait partie du Collectif du Contre-sommet et qui en a été jusqu ici le porte-parole sollicite, attend cette mobilisation et s apprête à l accueillir. Débats, forums, concerts, manif, tout est bon pour reprendre l usage de la parole et de la contestation vivante.

Affaire à suivre...

Pour vous tenir au courant vous pourrez consulter le texte de la plate-forme (ainsi que les signataires) et le programme des deux journées du Contre-sommet dans sa première version qui devrait s enrichir au fur et à mesure que l organisation se précisera, sur le site d'ATTAC Pays Basque dont l'adresse vous sera communiquée dés son ouverture le mercredi 13 septembre.

Chantal Boone, secrétaire ATTAC Pays Basque.
pays.basque@attac.org

Les marées noires ne sont pas des fatalités !

Transport maritime international et complaisance - Déclaration d'Attac France

Neuf mois après le naufrage de l'Erika, le bilan provisoire est déjà très lourd. Bilan économique, bilan humain, bilan écologique, il faudra du temps encore pour apprécier toutes les conséquences de la catastrophe.

Bien des points restent à éclaircir quant aux responsabilités directes, aux causes précises du naufrage, à la nature de la cargaison et à sa nocivité pour les écosystèmes marins et les personnes. Sans vouloir nous substituer à la justice lorsqu'elle est saisie, nous devons maintenir une pression et une vigilance extrême pour que rien de ce qui peut être découvert ne soit caché. Et pour que les vrais responsables paient la note, au-delà de tous les plafonds des assurances et du FIPOL.

Une chose nous paraît dès maintenant évidente, c'est que l'utilisation systématique par les affréteurs de navires dont les conditions de propriété, de gestion et de mise en ouvre sont douteuses, opaques, voire franchement délictueuses, est à l'origine du risque dont le naufrage de l'Erika est une des conséquences multiples. Dans ce cas précis, les conditions dans lesquelles Total a affrété ce navire sont inadmissibles et inexcusables, et l'entreprise doit en supporter en dernier ressort toutes les conséquences.



Pour un avenir différent, Attac soutient toutes les actions et revendications sur le renforcement du contrôle et de la sécurité des navires, au niveau national, européen, et international. Mais cela ne suffit pas. Cette affaire met une nouvelle fois en lumière des pratiques extra-légales par lesquelles les multinationales du pétrole (et d'autres) constituent leurs super-bénéfices et alimentent leurs caisses noires. Il faut aller à la racine du mal, et c'est le système de la complaisance maritime qu'il est temps de mettre en question au niveau mondial.

Les pavillons de complaisance sont dans les paradis fiscaux.

Ils ont été historiquement un champ privilégié d'expérimentation et de développement pour les pionniers de la mondialisation libérale, dont, en retour, ils ont suivi dans la période récente le développement vertigineux. La complaisance maritime s'inscrit dans la logique de ces mondes sans lois de la finance, qu'Attac met sans relâche en accusation. On y retrouve les pratiques de sociétés-écrans, d'impunité légale et d'évasions financières, de corruption et blanchiment, que nous dénonçons par ailleurs. Et ses promoteurs et utilisateurs principaux, multinationales, finance et criminalité organisée, sont aussi les mêmes, avec la complicité de leurs Etats.

Cette complicité doit cesser. Ce n'est pas en instituant ou renforçant ces imitations de la complaisance maritime que sont les "pavillons-bis" français (Kerguélen) et européens que l'on inversera la tendance. Au contraire, en acceptant de suivre cette dérive, sous la pression de nos multinationales, on se prive des moyens et arguments pour engager une lutte décidée contre la gangrène des complaisances maritimes et autres. La France et l'Europe ont un rôle important à jouer dans ce combat à l'échelle mondiale, seul niveau où des solutions durables sont possibles.

Paris le 5 septembre 2000
attacfr@attac.org

Publicité gratuite.

TOTALELFINA
Très bons résultats pour TotalElfFina au premier semestre 2000

Le Conseil d'administration de TotalElfFina, réuni le 5 septembre 2000 sous la présidence de Thierry Desmarest, a examiné les comptes consolidés du premier semestre 2000.

Le chiffre d'affaires du Groupe s'établit à 52,4 milliards d'euros, en hausse de 62% par rapport au chiffre pro forma du premier semestre 1999.

Le résultat opérationnel des secteurs d'activité s'élève à 6 812 millions d'euros, en augmentation de 190% par rapport au résultat opérationnel hors éléments non-récurrents pro forma du 1er semestre 1999.

Le résultat net part du Groupe hors éléments non-récurrents s'établit à 3 401 millions d'euros, en hausse de 166% par rapport au résultat net hors éléments non récurrents pro forma du premier semestre 1999.

Le résultat net part du Groupe ressort à 3 408 millions d'euros contre 2 306 millions d'euros pro forma.

Le bénéfice net par action hors éléments non récurrents s'élève à 4,83 euros, sur la base d'un capital dilué moyen de 704,3 millions d'actions au premier semestre 2000.

[...] Le Groupe a démontré au premier semestre 2000 sa capacité à pleinement bénéficier d'un environnement favorable, les secteurs d'activités ayant dégagé une rentabilité des capitaux employés calculée sur les 12 derniers mois de 16%.

[...] Au deuxième semestre 2000, TotalElfFina devrait continuer à enregistrer de bons résultats grâce à la croissance de ses activités, à la baisse continue de ses coûts et à des paramètres d'environnement qui restent favorables.

Information des actionnaires : 0800 039.039
www.totalfinaelf.com

Je ne sais rien, je suis un nouvel arrivant.

La majorité des 400 travailleurs qui produisent les jeux destinés aux Joyeux Repas (Happy Meals dans les restaurants français) des McDonalds n'ont pas encore 14 ans. La journée de travail est de 16 heures tous les jours de la semaine et ils dorment entassés dans des chambres tout près de la manufacture.

Cette fabrique a été découverte par le South China Morning Post grâce à une information du Comité Industriel Chrétien dont le siège est à Hong Kong. La fabrique City Toys est située aux



environs de Shenzhen dans le sud de la Chine. Les jeunes ont seulement deux jours libres par mois mais ils ne peuvent sortir de la zone parce qu'il n'y a aucun transport vers la ville.

Les dortoirs ont une surface de 18 mètres carrés, sans services sanitaires et les lits n'ont pas de matelas. Quinze jeunes dorment dans chaque pièce. Une jeune travailleuse a raconté au journaliste qu'elle n'avait pas encore 14 ans mais qu'elle avait reçu de l'aide pour falsifier ses documents d'identité.

Wang Hanhong, un autre de ces jeunes, a raconté que ses parents n'aimaient pas qu'il travaille chez City Toys mais qu'il devait le faire pour pouvoir les soutenir.

Le plus étrange selon le représentant du syndicat c'est que tous dans la région savent que ces jeunes falsifient les documents pour augmenter leur âge, même si on peut voir facilement qu'ils n'ont pas 12 ans. Le divertissement dans les temps libres consiste en des films sales et le contact avec les parents est difficile puisqu'il n'y a qu'un téléphone généralement brisé.

Mats Lederhausen, membre de la direction internationale de McDonalds s'est montré très surpris de la découverte de la fabrique même si les jouets pour les Joyeux Repas sont commandés directement à la Chine. Pour couronner le tout, le gérant de City Toys a déclaré qu'il n'était pas au courant de la présence d'une force de travail infantile dans la fabrique.

Le gérant de McDonalds en Suède, Anders Bylund, s'est montré lui aussi très surpris et il a imploré Dieu que ce ne soit pas vrai.

Rappelons-nous un autre fait important. Au début des années 90, la relation entre la destruction des forêts tropicales d'Amérique Centrale et la demande de viande par les multinationales qui vendent des hamburgers et d'autres produits semblables a commencé à devenir évidente. Alors les responsables de ces compagnies ont déclaré ne pas avoir connaissance de ces faits. L'histoire récente du Honduras et du Guatemala a beaucoup à voir avec la concentration de grandes propriétés rurales pour satisfaire les nécessités de la globalisation. La Colombie ne fait pas exception. D'où ces gérants pensent-ils que McDonalds sort assez de viande pour pouvoir garantir une expansion telle qu'il a connu ces derniers temps? C'est là qu'on doit reconnaître le projet actuel de la Chambre des députés du Brésil qui envisage la dévastation de 370 000km carrés en Amazonie pour produire de la viande.

Il est vrai que le rapport de l'Organisation Internationale du Travail indique qu'en Chine 11% des travailleurs, c'est à dire 13.3 millions d'enfants sont exploités dans des manufactures qui fournissent divers articles aux compagnies transnationales.

Au Pakistan, seulement dans l'industrie du tapis, il y a 500 000 jeunes qui n'ont même pas 12 ans. Dans bien des cas, les familles vendent simplement les jeunes aux manufactures. Les tapis du Pakistan sont des symboles de statut chez les riches de l'occident.

On constate qu'en Inde la vente d'esclaves infantiles atteint les dix millions tandis qu'en Europe elle est de cinq millions en incluant l'Est. La grande majorité se trouve dans des secteurs informels mais au Portugal elle existe dans l'industrie du textile et en Italie dans l'industrie du soulier.

Dans la majorité des cas les jeunes travaillent dans une atmosphère raréfiée par les vapeurs dangereuses provenant des différentes teintures: c'est une enfance qui produit une grande partie des bénéfices des multinationales. Les jeunes travailleurs de City Toys racontent que les symptômes les plus communs sont: les crampes, les douleurs à la poitrine, les maux d'estomac et de tête, des étourdissements permanents de même que des infections bronco-pulmonaires, des diarrhées et des parasites.

Marx dans ses écrits sur l'Inde dépeint un monstre qui aime boire son nectar dans le crâne des sacrifiés; il est encore bien vivant et remue la queue.

Je m'arrête ici parce que je sens déjà les nausées provoquées par un sentiment d'impuissance momentanée devant une opinion qui croit aux miracles de la globalisation et devant l'existence d'autant d'impostures doctrinales au service des multinationales.

Ricardo Bonett Locarno. Membre de ATTAC en Suède.

N. de la R. Au Mexique aussi on vient de dénoncer la scandaleuse utilisation de main d'ouvre infantile dans des compagnies familières au président de ce pays récemment élu, Vicente Fox.



Selon nos informations pendant plusieurs années des enfants âgés de 10 à 16 ans venaient travailler dans les champs et l'installation de congélation des aliments Don José, située en Guanajuato à 350 km de la capitale et propriété de la famille Fox. Cette production de fruits et de légumes verts était destinée à l'exportation vers les États unis, la Chine et le Japon.

À chaque saison des travailleurs infantiles étaient recrutés dans les villages avoisinants cette manufacture en violation de la convention 1430 de la OIT qui prohibe le travail des mineurs. Elle les payait d'ailleurs très peu pour récolter des légumes entre 7 et 15 heures et travailler dans l'usine de conditionnement sur trois quarts consécutifs.

Lorsque les dénonciations furent connues, les mineurs furent expulsés sans aucune indemnisation. Le président élu donna comme argument que cette manufacture ne lui appartenait pas mais appartenait à d'autres membres de la famille.

Première publication Correo Informativo n°52 informativo@attac.org
Langue d origine : espagnol.
Traduction : équipe de traducteurs-trices bénévoles coorditrad@attac.org
Pour contacter ATTAC Suède sverige@attac.org qui rencontre en ce moment un succès important dans ce pays.

ATTAC solidaire de José Bové.

Attac solidaire de José Bové et des militants de la Confédération paysanne

Attac apprend avec indignation la condamnation de José Bové à trois mois de prison ferme par le tribunal de Millau. Alors même que MacDonald's, la " cible " de l'action syndicale menée à visage découvert par les militants de la Confédération paysanne de l'Aveyron, ne s'était nullement portée partie civile, le tribunal a cru bon d'infliger une peine sans commune mesure avec la gravité des faits incriminés et allant au-delà des réquisitions du procureur. Cette décision, qui détonne avec le récent jugement de Foix, s'inscrit dans une tendance inquiétante à la criminalisation de l'action militante. Elle contraste avec la mansuétude dont bénéficie d'une manière générale la criminalité financière.

Le jugement sonne comme un rappel à l'ordre pour tous ceux, de plus en plus nombreux - comme on l'a vu à Millau le 30 juin dernier - qui entendent utiliser le droit de manifester et de mener des actions syndicales afin de réaffirmer que le monde n'est pas une marchandise et que, précisément, un autre monde est possible. Attac se déclare totalement solidaire de José Bové et exige sa relaxe en appel. L'association se joindra à toutes les initiatives de la Confédération paysanne et des organisations membres du comité de soutien aux militants mis en examen pour contribuer à la mobilisation populaire qui s'annonce.

DECLARATION DU BUREAU D'ATTAC FRANCE
Paris le 14 septembre 2000
attacfr@attac.org

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

D'ici au prochain numéro du Courriel d'information voici quelques rendez-vous d'ATTAC et de ses groupes locaux auxquels vous pouvez participer. Pour plus d'information, n'hésitez pas à consulter notre calendrier <http://attac.org/rdv/>

- Vendredi : SAINT PIERRE – DIEPPE – LA ROCHE FORON – PARIS 14
- Samedi : PARIS 11 – DOUAI – SAVERDUN
- Dimanche : PARIS 11 – DOUAI – LA CIOTAT – MARLY – CHATEAUNEUF SUR CHER
- Lundi : LIEGE – ROCHEFORT – LE MESNIL ST DENIS – BAGNOLS SUR CEZE – PARIS 14
- Mardi : PARIS 11 - METZ